

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CSL

145 route de Millery
69700 Montagny

Références : UDR-SSDAS-24-269-CR
Code AIOT : 0006113628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement CSL implanté 8 rue de Sète 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le Plan Pluriannuel des Contrôles des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSL
- 8 rue de Sète 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006113628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Carrières de Saint Laurent exploite une plateforme de transit de matériaux au port Édouard Hériot sur la commune de Saint-Fons. Un arrêté préfectoral a été délivré le 12 avril 2022 en vue d'exercer une nouvelle activité de transit et traitement de terres polluées sur ce site. L'exploitant a signalé à l'Inspection des Installations Classées que les activités en lien avec les terres polluées n'ont pas encore débutées pour des raisons techniques et financières.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets Atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 3.4.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
3	Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
5	Traçabilité des déchets inertes – Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges Owen comme prescrit dans l'APC du 8 août 2024. Ce point fera l'objet d'un suivi lors de la prochaine visite d'inspection.

L'exploitant a signalé à l'Inspection des Installations Classées que les activités en lien avec les terres

polluées n'ont pas encore débutées pour des raisons techniques et financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets Atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : Plan de surveillance des retombées de poussières <ul style="list-style-type: none">- station de mesure témoin avec un ou plusieurs lieux non impactés- Si besoin, stations de mesures à proximité de bâtiments- Stations en limite de site, sous vents dominants,- Station au niveau de la station services- Campagne de mesure de 30 jours tous les 3 mois- Réalisation d'un bilan annuel commenté Objectif : 350 mg/m ² /jour en moyenne annuelles
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection le bilan annuel 2023 ainsi que les mesures trimestrielles de retombées de poussières réalisées au cours de l'année 2024. La mesure des retombées atmosphériques totales est de 418 mg/m ² /j en moyenne sur les plaquettes en abord du site. Cependant, la méthode des plaquettes ne permet pas d'analyser la mesure des retombées de poussières (objectif de 350 mg/m ² /j comme prescrit dans l'APC du 8 août 2024) aux abords des premières habitations (situées à environ 700 mètres du site, de l'autre côté d'une voie ferrée).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 6 mois , l'exploitant doit mettre en place des mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges Owen comme prescrit dans l'APC du 8 août 2024. Ce point fera l'objet d'un suivi lors de la prochaine visite d'inspection et sera susceptible de faire l'objet de mesure de coercition le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis
Prescription contrôlée : Article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur

la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.

Constats :

L'exploitant a partagé lors de la visite d'inspection sa procédure d'acceptation préalable des déchets inertes. Celle-ci se décline en fonction de l'origine et du tonnage des lots. Le DAP (document d'acceptation préalable) et les analyses sont fournis en amont pour les lots les plus importants. Les lots ne sont pas acceptés sur site si la DAP n'est pas acceptée en amont. Des contrôles visuels sont réalisés à l'arrivée sur site et des contrôles complémentaires aléatoires peuvent être effectués avant dépôt dans les casiers.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté qu'une zone d'accueil est délimitée afin de réaliser ces contrôles.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Constats :

Pour les gros chantiers, l'exploitant demande au producteur de déchet des analyses afin de s'assurer que les déchets ne proviennent pas d'un site contaminé. Lors d'une suspicion de contamination, l'exploitant se déplace sur site afin de réaliser lui-même les analyses.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Qualité des déchets externes admis sur 2510 2760 2517

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère inerte des déchets admis

Prescription contrôlée :

<p>Article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'accepte pas de déchets n'entrant pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe 1. Si la DAP fait mention d'un autre code déchet, celle-ci est refusée.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Traçabilité des déchets inertes – Acceptation préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DAP (document d'acceptation préalable) et les analyses sont fournis en amont pour les lots les plus importants. Les lots de moindre taille (diffus) font l'objet d'un DAP à leur arrivée sur site. La procédure prévoit que le DAP soit signé par le producteur et par les différents intermédiaires (transporteur).</p> <p>Lors de la visite sur site au niveau du pont bascule, l'Inspection des Installations Classées a pu constater la bonne complétude du DAP.</p> <p>L'exploitant a aussi informé l'Inspection des Installations Classées du bon déversement des</p>

données vers le RNDTS.

Type de suites proposées : Sans suite